

HORIZON

Base bibliographique ORSTOM

C. M. original

1-88

Fl

u e m m a

F

MÉMOIRES ET DOCUMENTS DE GÉOGRAPHIE

HISTOIRES DE GÉOGRAPHES

Textes réunis par Chantal BLANC-PAMARD

ÉDITIONS DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

15, quai Anatole France — 75700 PARIS

1991

09 MARS 1992

*B4
BLA*



930830
O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° *37454 ex 1*
Cote *B*

18661



DE LA PALMERAIE À LA CONCESSION

Emile LE BRIS

L'ITINÉRAIRE d'une recherche n'est jamais linéaire même si, parfois, s'esquissent *a posteriori* des successions apparemment cohérentes. On se défiera particulièrement de la cohérence suggérée par le titre de la présente contribution : le cheminement géographique — du rural à l'urbain — ne peut en aucun cas tenir lieu d'itinéraire scientifique et rendre compte d'un processus complexe d'auto-organisation fait de tâtonnements et de retours permanents sur des pas mal assurés.

L'exigence, au demeurant nécessaire, de scientificité ne doit jamais faire oublier le caractère très relatif de l'autonomie d'une démarche de recherche. La production scientifique est constamment tributaire de présupposés idéologiques souvent implicites et de « conditions de possibilité » tenant à l'environnement de la recherche.

Le géographe entrant dans la carrière au début des années 70 tout imprégné de leçons sur les *tropiques humides* s'interrogeait sur les théories du sous-développement alors marquées par la toute puissance du courant marxiste. Cruel dilemme lorsque l'on est disciplinairement porté à se distinguer par son sens du concret et à considérer que la connaissance scientifique n'est jamais que le prolongement de la vision spontanée du monde. J'ai, à tort ou à raison, pris parti contre ces certitudes et refusé d'assimiler les « objets géographiques » à des objets scientifiques.

Ce parti pris rendait l'itinéraire d'autant plus vulnérable aux conditions d'environnement. J'ai, il est vrai, « bénéficié », à cet égard, d'une expérience remarquablement diversifiée dont les étapes successives me confrontèrent à des niveaux de contrainte fort variés mais toujours très instructifs. L'étape orstomienne, de loin la plus longue et la plus riche, me permit, en certaines occasions, de constater que les contraintes institutionnelles pouvaient dénaturer complètement le projet scientifique.

L'itinéraire proposé peut se condenser en quelques formules à l'emporte-pièce : le terroir introuvable, changer d'échelle, géographie ou anthropologie de l'espace... Toute ressemblance avec un parcours scientifique ayant existé serait évidemment fortuite !

Le terroir introuvable

Ignorant à peu près tout de la recherche de terrain, j'étais invité, en 1971, à enrichir une impressionnante collection de monographies de terroirs déjà réalisées dans le sud-est du Togo. Une fois passé le temps de l'émerveillement devant une bouture de manioc ou un palmier « taillé en flûte », j'empruntai donc sans états d'âme particuliers un parcours bien balisé par mes aînés.

Investir « son » terroir, c'est d'abord sacrifier à un rite d'initiation dont on aurait grand tort de sous-estimer les vertus. L'exercice comporte en effet une épreuve liminaire majeure : aller « au contact », épreuve douloureuse s'il en fût que nombre d'étudiants du cycle de formation à la recherche en Afrique Noire de l'EHESS ne franchirent pas sans douleur.

Fixer le choix du lieu relève plus souvent du hasard des rencontres que de la nécessité épistémologique. L'essentiel, ce choix effectué, consiste à se faire admettre comme spectateur d'un jeu dont les règles demeurent profondément opaques.

Pour réduire cette opacité, le géographe formé aux écoles peut enfin déployer avec ravissement des qualités d'homme-orchestre que lui envient ses cousins des autres sciences sociales. Mais ces délices ne durent guère. Très vite surgissent les interrogations élémentaires mais angoissantes : Quelles questions sont pertinentes ? Qui peut y répondre dans la pléiade d'interlocuteurs qui s'offrent ou se refusent ? Quels instruments de la panoplie disciplinaire permettent d'espérer construire les réponses ? Quels instruments manquent ? Arc-bouté au terrain l'apprenti-chercheur passe très rapidement de phases d'euphorie gratifiantes à des états de profonde dépression...

Confronté à des communautés autres, il court après cette « connivence » avec les paysages et avec les hommes que G. Sautter décrit admirablement comme idéal à poursuivre. Il quête une entente secrète transcendant les statuts et les enjeux, enchantant les rapports entre observateur et « observés ». D'une expérience, modeste il est vrai, je retire l'impression qu'aucun milieu, même fréquenté longtemps et avec assiduité, ne se laisse jamais circonvenir dans une relation dont la raison dernière n'est clairement perçue par aucun des protagonistes. L'illusion de la connivence conquise peut même obérer le jugement et conduire à des interprétations d'autant plus dangereuses qu'elles sont parées des oripeaux de la rigueur scientifique.

L'entrée par le terroir incarnait pour moi un vieux débat entre « géographie de papa » et « géographie moderne » vécu scolairement mais intensément sur les bancs de la rue Saint-Jacques à la fin des années 60. On m'avait appris, sur ces bancs, à considérer comme nécessairement et hautement significative la simple contiguïté des phénomènes saisis dans l'espace. Transposée sur le terrain, la leçon conduisait à juxtaposer le plus grand nombre possible de filières d'investigation : le cadre physique (unité de la géographie oblige), l'utilisation du sol, l'habitat, les rapports fonciers, les rapports de pouvoir, les échanges, etc. Cette forme d'activisme a ses mérites : le balayage systématique et prolongé d'une grande variété de « faits géographiques » fait surgir des questions quelquefois pertinentes. Elle a aussi ses limites ; comment venir à bout de cet « inventaire à la Prévost » sinon en

exaltant « *le caractère particulier, improbable de chaque situation et en cherchant l'explication du côté des concours de circonstances (dans le temps) et des rencontres (dans l'espace)* »⁽¹⁾.

Le terroir « élu » s'appela *Vo Koutimé*. Plus que d'un terroir, il s'agissait d'une vaste constellation de lieux habités regroupant environ 10 000 habitants. L'unité administrative ne correspondait ni à une empreinte décisive du milieu naturel, ni à un système homogène de mise en valeur, ni à une réelle unité de commandement et d'organisation.

Aucun pôle ne semblait en mesure de structurer ce semis d'établissements d'une rare densité (entre 150 et 200 habitants/km²) et la notion même de pression démographique ne semblait pas susceptible d'unifier les questionnements. La seule issue était dans la reconstitution du cheminement historique d'une formation sociale locale de toute évidence confrontée à une crise grave.

L'effondrement des bases de l'économie de traite après la première guerre mondiale aurait pu constituer la chance historique de ces paysans soumis à la dépendance des populations côtières. Il n'en fut rien. Ce virage majeur fut à peu près contemporain du passage d'une agriculture de plantation-bouturage à une association exclusive maïs-manioc dans le cadre d'un système de culture continue et sans restitution (donc à rendements décroissants). La situation, au début des années 70, n'était guère brillante : une petite production agricole marchande faiblement évolutive et incapable de dégager des surplus significatifs. La précarité du système de production s'accompagnait d'une grande fragilité des systèmes matrimoniaux et familiaux et les relations conflictuelles entre lignages provoquaient une tendance permanente à la scission. La dégradation alarmante des techniques culturelles, le caractère insurmontable du morcellement foncier et de formes archaïques de mobilisation de la force de travail étaient les principaux traits distinctifs d'une véritable « économie de cueillette » dans un contexte de très fortes densités démographiques !

Le géographe était pris au piège de sa discipline. Il contemplait, impuissant, un ensemble de cartes ne « révélant » qu'un espace en miettes, un chaos spatial dont l'intelligibilité supposait un changement de l'échelle d'investigation et le recours à des cadres théoriques d'analyse introuvables dans son arsenal. Le produit académique de « mon » terroir ne vit jamais le jour pour des raisons qui me paraissent aujourd'hui évidentes mais que je ne sus pas, à l'époque, rassembler comme contribution au débat sur la discipline et l'exercice du métier.

Changer d'échelle

C'est un exercice plus périlleux qu'il n'y paraît. Changer de lunettes tout en gardant les pieds dans la « terre de barre », c'est, tout à la fois changer de concepts et de méthodes, revoir ses questionnements, remettre en cause ses cadres d'analyse...

(1) SAUTTER G., 1974, Crise ou renouveau de la géographie, *Travaux de géographie de l'Institut de Reims*, n° 20, pp. 101-108.

Dans le cadre d'une unité de peuplement où quatre natifs sur dix ne résidaient plus, une question s'est vite imposée : comment s'élargit l'espace social d'un groupe local en voie d'appauvrissement ? Les recherches devaient s'orienter vers les phénomènes de mobilité et vers les confrontations parfois violentes entre groupes résidents. D'autres contradictions surgies du butin monographique appelaient des traitements particuliers : quels peuvent être les effets d'une politique de développement rural sur un milieu dépourvu de réserves culturelles, affecté d'un quasi-blocage des règles de dévolution foncière et soumis à un processus avancé d'épuisement des sols ? Pourquoi dans une région aussi peuplée et jadis animée par de forts courants commerciaux n'est-on pas arrivé à un système hiérarchisé de véritables centres urbains ?

L'impossible développement

Les politiques de développement rural mises en oeuvre après l'Indépendance s'inspiraient d'un grand principe : la croissance sera obtenue à travers un encadrement diffus du plus grand nombre possible d'exploitations, aussi bien au niveau des techniques de production (périmètres de régénération) qu'en matière d'organisation (Groupements coopératifs). Avec le recul, on ne peut manquer d'être frappé du contraste entre, d'une part la bonne dose d'enthousiasme des « développeurs » bardés des meilleurs présupposés humanistes et, d'autre part, une paysannerie avant tout soucieuse du très court terme et tentée par ce que Bourdieu dénomme « *traditionalisme pathologique* ». Il manquait de toute évidence un diagnostic sérieux montrant les obstacles dirimants à toute diffusion de l'innovation ou du moins aux formes d'innovation que l'on prétendait faire passer. Du moins, ces échecs furent-ils, pour le chercheur néophyte que j'étais, l'occasion de faire ses premières incursions dans l'expérimentation et de mesurer *a contrario* ce que la science pouvait apporter au développement. Moins chanceux furent sans doute, ceux qui, entrés dans la carrière quelques années plus tard, trouvèrent le roi nu et n'eurent comme interlocuteurs que des développeurs anéantis par les dures exigences de la crise.

Moins sujettes aux états d'âme étaient les investigations concernant la mobilité, qu'il s'agisse de l'étonnante emprise régionale des marchés ruraux ou de l'irrépressible « propension à migrer » des villageois de *Vo Koutimé*. Impressionné par le caractère spectaculaire de ces phénomènes, j'y trouvais matière à relancer une réflexion sur l'espace, engagée dans l'étude monographique.

Des marchés contre les villes...

La projection spatiale d'un système archaïque d'approvisionnement et de redistribution à l'échelle régionale permettait cette relance : cette fois les cartes parlaient ! Dans le sud-est du Togo, la couverture commerciale extraordinairement dense s'organise en

systèmes quasi étanches que polarisent quelques marchés de premier rang. Mais l'ensemble du dispositif est étroitement dépendant de la capitale, Lomé, et dessine une figure dentritique illustrant bien les conditions historiques du blocage de l'urbanisation. Les centres administratifs, qualifiés de villes dans les recensements, sont loin de cumuler les fonctions urbaines essentielles et les grands marchés n'y sont pas nécessairement localisés. Lorsque c'est le cas, comme à Vogan, la préfecture ne fonctionne vraiment comme centre urbain que le jour du marché hebdomadaire.

Cette identification d'agencements d'espaces fut un travail passionnant mais il ne pouvait s'agir que d'un point de départ de l'analyse. Ces figures spatiales suggérées par la vie de marché s'articulaient à d'autres dispositifs mais, pour identifier ces articulations, la référence à des forces extérieures à l'espace s'imposait.

L'incontournable mobilité...

L'attention portée à l'histoire du peuplement dans le cadre du travail monographique m'avait permis de mettre en évidence le télescopage entre deux types de mobilité formellement similaires mais, en réalité, profondément différentes. La mise en place du peuplement Ouatchi, amorcée au XVIII^e siècle, s'est prolongée jusqu'au début du XX^e siècle. Par segmentations et essaimages, se sont constitués des hameaux dispersés mais qui conservaient des rapports organiques forts avec la cellule-mère. Les migrations agricoles internes observées au début des années 70 avaient également toute l'apparence d'essaimages anodins. L'étude a permis de montrer qu'elles mettaient en jeu des rapports très complexes entre groupes, à la fois au lieu de départ et au lieu d'arrivée ; elles traduisaient des ruptures profondes de l'ordre social et révélaient, dans certains cas comme le front pionnier de Togodo, un véritable processus de prolétarianisation.

Les migrations ne pouvaient pas être abordées seulement ou même principalement en termes spatiaux ou démographiques. Tout en disposant des meilleures mesures et des meilleures représentations cartographiques des stocks et des flux, on peut ne rien comprendre à la mobilité si on ne la situe pas dans des « espaces de vie » englobant toute la chaîne d'événements survenant entre le départ et l'arrivée. Il faut donc raisonner en termes de filières migratoires et analyser les stratégies entrecroisées qui animent ces filières (matrimoniales, professionnelles...). Cette démarche conduit également à analyser les effets en retour des migrations sur les lieux de départ : effets démographiques, économiques, fonciers, familiaux qui accentuent les déséquilibres et accélèrent l'appauvrissement. D'autres chercheurs ont songé à systématiser le propos en cherchant à définir un seuil d'auto-entretien de la pression migratoire.

Pas plus que les grandes villes ne fonctionnent comme réceptacles passifs de flux indifférenciés, les campagnes ne peuvent être considérées comme les lieux d'une régulation automatique par délestage d'une « surpopulation » imaginaire. L'étude des migrations ainsi conçue est bien la plus complexe qui soit et comprendre l'espace migratoire suppose, là aussi, un détour important par rapport à l'analyse géographique. J'eus la chance d'effectuer ce détour au milieu des années 70 dans un environnement scientifique particulièrement stimulant.

Géographie ou anthropologie de l'espace

Famille, résidence et appropriation de l'espace

Parti d'hypothèses théoriques globales dans mes investigations à grande échelle (celle du terroir), je me trouvai confronté, dans des entours plus vastes, à des concepts relevant de la démarche anthropologique. Je fus également interpellé par les procédures quantitatives de collecte des données localisées qui agitaient et agitent toujours la corporation des géographes. Comment ne pas évoquer ici le nom de Marc Vernière, un ami avec lequel j'ai beaucoup partagé et qui m'a montré, ainsi qu'à beaucoup d'autres, la voie de la synthèse entre l'appréhension rigoureuse de l'espace (en termes de procédures techniques) et la compréhension fine des rapports sociaux qui s'y développent en le produisant. Les configurations spatiales des rapports sociaux et les formes sociales des rapports sociaux constituaient des champs exploratoires peu valorisés par la géographie des années 60-70. Ils se sont révélés d'une grande fécondité dans mes recherches sur les rapports fonciers et sur la genèse des espaces urbains périphériques. Les concepts-clés de réseaux, de filières et de stratégies d'acteurs se trouvaient de nouveau au centre de l'analyse.

Enjeux fonciers...

Comment dépasser le discours stéréotypé sur les rapports à la terre ou au sol ? Les références-utilisables dans la littérature scientifique francophone étaient peu nombreuses, en particulier celles concernant l'Afrique. Or il s'avérait que les enjeux africains en matière foncière appelaient un traitement spécifique. Le géographe eut tout naturellement partie liée avec des juristes soucieux de sortir de cette question... du ghetto juridique où une tradition coloniale vivace la tenait enfermée. Le projet qui fut élaboré était séduisant : *Identifier, à travers les pratiques foncières et les valeurs qui les fondent, les archétypes orientant, le plus souvent inconsciemment, les rapports à l'espace et leur prise en charge par les groupes sociaux.* Ce projet supposait un détour par l'histoire des idées relatives aux conceptions de l'espace et de ses représentations, histoire qui ne se confond pas, loin s'en faut, avec une histoire de la géographie. Le concept de « matrice spatio-temporelle » proposée par N. Poulantzas et les réflexions de H. Lefebvre sur la production sociale de l'espace introduisaient à une « science des lieux » bien utile pour saisir les échecs des politiques publiques en matière d'aménagement territorial et de promotion foncière.

Partir sans ces bases, c'était courir le risque de se perdre dans un écheveau complexe de pratiques d'appropriation, de répartition, de transfert et de consommation d'espaces tour à tour valorisés artificiellement par la spéculation ou abandonnés à l'« irrégulier ». Le modèle dualiste en usage révélait ses limites : les modèles ruraux (assimilés à la tradition) perdureraient en ville, contrariant la généralisation de valeurs et de repères

proprement urbains présentés comme l'expression de la « modernité ». Il est, de fait, impossible, dans les villes africaines, de tracer une frontière entre le légal et l'illégal ; ce qui prévaut, en dépit des politiques officielles, c'est le pluralisme des références normatives. Seul un travail patient à l'échelle de la parcelle permet d'identifier les conflits entre modèles spatiaux de référence à travers certains paradigmes souvent utilisés par les urbanistes (clos/ouvert, intérieur/extérieur, privé/public, bâti/non bâti,...).

Périphéries urbaines...

Les périphéries urbaines sont-elles constituées de ces espaces informes qu'aucune force ne semble en mesure de structurer ? Une équipe pluridisciplinaire, ancrée à l'origine au Laboratoire de Sociologie et de Géographie africaines, a entamé dès 1977 une série de recherches sur les stratégies familiales d'urbanisation. Ma contribution à cette équipe consistait précisément à répondre à la question ci-dessus. L'équipe est partie d'un constat liminaire : les stratégies familiales d'urbanisation opposent de fortes résistances à la primauté des déterminants purement économiques. Ces derniers jouent pourtant un rôle de premier plan dans les politiques publiques d'aménagement. On doit par ailleurs reconnaître que la diversification croissante des statuts socio-économiques est bien un des symptômes majeurs de l'urbanisation. Il n'existe pas, en revanche, de rapports de causalité simples entre cette diversification des statuts et les processus de segmentation familiale et résidentielle. Ces processus semblent régis par d'autres logiques ; le poids des rapports de parenté a ainsi pu être mis en évidence dans le cadre de « systèmes résidentiels » définis comme « ensembles articulés de lieux de résidence d'une famille élargie ou étendue ». On est frappé du contraste entre l'extraordinaire stabilité de ces systèmes résidentiels et la grande mobilité du logement.

C'est à partir de ces idées, communes à tous les membres de l'équipe, que j'entrepris ma réflexion sur les espaces urbains périphériques. Les pratiques et les représentations d'espaces y renvoyaient à un jeu d'alliances et de rivalités très confus en apparence, mais en apparence seulement. De véritables stratégies spatiales sont à l'oeuvre qui structurent cette « ville de fait » plus que tous les plans d'aménagement et jouent un rôle de premier ordre dans la maturation de la conscience sociale des groupes résidents. Les périphéries urbaines, ni informes, ni miséreuses, fournissent une matière riche à une réflexion renouvelée sur l'espace rejoignant celles qui s'appliquent aux mouvements sociaux et politiques.

Tout au long de cet itinéraire, les débats proprement scientifiques ont accompagné une réflexion continue sur les conditions d'exercice du métier. Je voudrais revenir en conclusion sur ces « conditions de possibilité » évoquées dans mon propos liminaire. La théorie weberienne pèse lourd dans le positionnement des chercheurs en sciences sociales. Résumons-la brièvement : « *Nous ne pensons pas que le rôle d'une science empirique puisse jamais consister en une découverte de normes et d'idéaux impératifs d'où l'on puisse déduire des recettes pour la pratique* ». Quatre ans d'une expérience particulièrement stimulante dans le cadre de l'ORSTOM (1983-86) m'ont permis de mesurer le danger qu'il y a à

systematiser ce type de position. La crainte d'être assimilés à des « ambulanciers du développement » est certes légitime lorsque l'on travaille sur des terrains africains dans le cadre d'une politique de coopération à courte vue. Cette crainte ne doit pas, pour autant, conduire à rejeter toute idée de finalisation des recherches et même, si l'occasion s'en présente, d'expérimentation. Produire des données fiables, connaître les systèmes peut (et doit) conduire à expérimenter des choix techniques et à modéliser des alternatives. Un « fondamentalisme » pur et dur conduit à se défier des notions de développement et d'indépendance mais existe-t-il d'autres objectifs susceptibles de fonder une programmation scientifique cohérente dans les pays du Tiers-Monde à la fois en termes de champs scientifiques et d'organisation ?

Une des voies privilégiées de ce type de recherche expérimentale fut et demeure pour moi la collaboration créatrice entre disciplines, dans le cadre d'équipes durables oeuvrant à la fois au sein d'institutions nationales de recherche et dans le cadre de réseaux internationaux plus informels. Cet environnement de la recherche est indispensable. Il nourrit la démarche personnelle et contribue à lui donner un sens même si l'on a parfois l'impression de consacrer un temps excessif à des tâches périphériques ou de ne pas tenir rigoureusement le cap suggéré par le seul mouvement de la pensée scientifique.